



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Quelques-unes des contributions les plus récentes au débat théorique sur l'économie du développement

Gervasio Antonelli, Laura Raimondo

Citer ce document / Cite this document :

Antonelli Gervasio, Raimondo Laura. Quelques-unes des contributions les plus récentes au débat théorique sur l'économie du développement. In: Économie rurale. N°212, 1992. pp. 3-11;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1992.4502>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1992_num_212_1_4502

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Résumé

Contrairement à certaines affirmations, l'analyse des contributions scientifiques les plus significatives des années 1980-90, révèle que la théorie du développement est en pleine effervescence intellectuelle. Le thème du développement et les moyens de l'atteindre sont étudiés de manière sérieuse et rationnelle. A travers l'analyse des positions théoriques de la dernière décennie, l'article discute les thèmes principaux et les solutions que la théorie économique offre pour réduire l'écart persistant entre pays riches et pauvres. La cohérence et les aspects positifs et normatifs des modèles théoriques sont analysés. Cela va de la critique de la théorie orthodoxe du développement jusqu'à l'approche structuraliste, de l'héritage keynésien aux théories de la contre-révolution néo-classique, des évolutions de l'approche marxiste aux dernières contributions de l'"école éclectique". Les plus récentes contributions relatives aux théories de l'information imparfaite et à celles des "choix rationnels marxistes" laissent espérer, même si ce n'est que de manière partielle, une alternative à l'inadéquation des paradigmes traditionnels concernant les insuffisances du marché et celles de l'Etat. Une nouvelle "théorie générale" n'est pas en vue, mais à travers des modèles fragmentaires, il est possible d'accroître la marge de manœuvre pour mieux interpréter la réalité différenciée des pays en développement.

Abstract

Analysis of the more important scientific contributions of the Nineteen-eighties reveals that, contrary to what is affirmed in various quarters, development theory is in an intellectually flourishing state. The subjects of development and the instruments for attaining it are being reconsidered in a serious and rational manner. Through analysis of the theoretical positions of the last decade, the article discusses the main themes and the normative solutions that economic theory offers for overcoming the persisting gap in development between rich and poor countries. The coherence and the positive and normative aspects of theoretical models are analyzed. These range from criticism of orthodox development theory to the structuralist approach, from the Keynesian heritage to theories of the neo-classical counter-revolution, from evolutions of the Marxist approach to the latest contributions of the "eclectic school". The more recent contributions relating to theories of imperfect information and to those of "rational-choice Marxists" raise the possibility of finding, even if only partially, a solution for the inadequacy of traditional paradigms concerning "failures" of the market and of the State. No attempt is made to offer a "general theory" but instead, through fragmented models, to acquire a broader capacity for interpreting the highly differentiated reality of developing countries.

QUELQUES UNES DES CONTRIBUTIONS LES PLUS RÉCENTES AU DÉBAT THÉORIQUE SUR L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

Gervasio ANTONELLI* et Laura RAIMONDO**

Traduction de Nicole CHATAIGNER

Résumé :

Contrairement à certaines affirmations, l'analyse des contributions scientifiques les plus significatives des années 1980-90, révèle que la théorie du développement est en pleine effervescence intellectuelle. Le thème du développement et les moyens de l'atteindre sont étudiés de manière sérieuse et rationnelle. A travers l'analyse des positions théoriques de la dernière décennie, l'article discute les thèmes principaux et les solutions que la théorie économique offre pour réduire l'écart persistant entre pays riches et pauvres. La cohérence et les aspects positifs et normatifs des modèles théoriques sont analysés. Cela va de la critique de la théorie orthodoxe du développement jusqu'à l'approche structuraliste, de l'héritage keynésien aux théories de la contre-révolution néo-classique, des évolutions de l'approche marxiste aux dernières contributions de l' "école éclectique". Les plus récentes contributions relatives aux théories de l'information imparfaite et à celles des "choix rationnels marxistes" laissent espérer, même si ce n'est que de manière partielle, une alternative à l'inadéquation des paradigmes traditionnels concernant les insuffisances du marché et celles de l'Etat. Une nouvelle "théorie générale" n'est pas en vue, mais à travers des modèles fragmentaires, il est possible d'accroître la marge de manœuvre pour mieux interpréter la réalité différenciée des pays en développement.

RECENT CONTRIBUTIONS TO THE DEBATE ON DEVELOPMENT ECONOMICS

Summary :

Analysis of the more important scientific contributions of the Nineteen-eighties reveals that, contrary to what is affirmed in various quarters, development theory is in an intellectually flourishing state. The subjects of development and the instruments for attaining it are being reconsidered in a serious and rational manner. Through analysis of the theoretical positions of the last decade, the article discusses the main themes and the normative solutions that economic theory offers for overcoming the persisting gap in development between rich and poor countries. The coherence and the positive and normative aspects of theoretical models are analyzed. These range from criticism of orthodox development theory to the structuralist approach, from the Keynesian heritage to theories of the neo-classical counter-revolution, from evolutions of the Marxist approach to the latest contributions of the "eclectic school". The more recent contributions relating to theories of imperfect information and to those of "rational-choice Marxists" raise the possibility of finding, even if only partially, a solution for the inadequacy of traditional paradigms concerning "failures" of the market and of the State. No attempt is made to offer a "general theory" but instead, through fragmented models, to acquire a broader capacity for interpreting the highly differentiated reality of developing countries.

INTRODUCTION

La revue de la littérature économique sur le développement des pays du tiers-monde dans les années 1980 montre que le débat théorique est loin de s'être affaibli,

contrairement à ce que l'on pouvait penser au début de la décennie. En effet, que ce soit sur les thèmes généraux de l'économie du développement, qui semblaient alors abandonnés, comme ceux de la croissance et de la lutte

* Professeur d'économie et de politique agricole, Université d'Urbino..

** Doctorante, Université de Naples..

contre la pauvreté, ou sur des thèmes nouveaux et importants tels que le sens à donner à l'économie du développement, les thématiques relatives au marché, aux institutions de la famille, le débat théorique retrouve de l'intérêt avec un nombre important de contributions originales même du point de vue de l'approche méthodologique (1). L'analyse de ces contributions montre comment la théorie considère les thèmes du développement d'une manière sérieuse et rationnelle et utilise des outils beaucoup plus robustes et sûrement plus adaptés à la complexité des problèmes d'aujourd'hui. Un rapide tour d'horizon sur l'ensemble de la littérature de cette dernière décennie permet de dégager quatre points essentiels autour desquels peut s'organiser le débat :

1. la relecture de l'économie orthodoxe du développement par des économistes classiques du développement comme Bhagwati et Hirschman ;

2. la critique plus ou moins explicite tant des économistes de la "contre-révolution" néo-classique (H. Johnson, 1971 et 1978 ; D. Lal, 1983 ; I. Little, 1982 ; B. Ballasa, 1982) que de ceux qui se réclament directement du courant structuraliste (Seers, 1979 et 1983) jusqu'à ceux qui utilisent l'approche keynésienne à la base de l'économie du développement et à ses implications en termes de politiques économiques pour les pays du tiers-monde ;

3. la relance, à l'intérieur du courant d'analyses marxiennes et néo-marxiennes, du débat sur la question de l'existence du "capitalisme dépendant" et du développement des pays en voie de développement (PVD) ;

4. le "charme" croissant exercé par les approches éclectiques (Bardhan, 1988).

Dans ce cadre-là, notre travail se donne comme objectifs :

- de faire le point sur les réflexions autour de ce qui a été défini comme la crise de la théorie du développement ;

- d'explorer les diverses tendances du débat récent afin de mettre en évidence les éléments innovants.

LA CRISE DE L'ÉCONOMIE ORTHODOXE DU DÉVELOPPEMENT

D'après Bhagwati, Hirschman et d'autres encore (2), l'optimisme est ce qui caractérise le mieux l'économie du développement dans sa période initiale. Selon Bhagwati (Bhagwati, 1985), un tel optimisme n'était justifié que par une interprétation simpliste des processus de développement et par la nécessité de disposer de théories simples, "presque mono-causales" qui auraient permis de construire des modèles implicites ou explicites dont on pourrait tirer des enseignements pour le développement. On se réfère explicitement au modèle de Harrod-Domar qui décrit le mécanisme économique selon lequel plus d'investissement amène plus de développement et où,

même lorsque le taux d'épargne interne semble insuffisant, il est possible, avec l'aide extérieure, de garantir un rapport donné entre le capital et la production correspondant au taux de croissance désiré. Ce mécanisme s'appuie à son tour sur une autre thèse elle-même toujours aussi optimiste, qui est que le taux d'épargne interne et le comportement des agents seraient indépendants des flux de l'aide financière.

Cet optimisme initial était renforcé par la théorie des étapes du développement économique formulée par Rostow en 1960 (Rostow, 1960) et aussi par la conviction qu'il existerait des ressources cachées en attente de mobilisation (Nurkse, 1953 ; Lewis, 1954). Dans l'idée de Rostow, le dernier stade du développement, atteint en portant le taux d'épargne interne à son niveau d'autosuffisance, était celui du fameux "décollage" ; une hypothèse qui n'envisageait pas "la possibilité pessimiste d'une étape qui s'appellerait un atterrissage en chute libre" (Bhagwati, 1985). A l'inverse, les théoriciens du dualisme concevaient le développement comme un simple processus de transfert du surplus de travail, faisant l'hypothèse que la capacité de consommation étant stable et le chômage caché, la production agricole ne varierait pas.

L'optimisme ne concernait pas seulement la croissance, mais s'étendait aussi aux effets positifs qu'elle aurait produits sur la pauvreté et sur la distribution du revenu, à travers un processus multiplicateur de type keynésien. Cela explique que, dans les années 1950, les économistes du développement, dans leurs analyses relatives au choix des techniques, ne se seraient même pas posé de questions sur les effets de ces choix sur la pauvreté ou sur la distribution du revenu (3).

Hirschman (Hirschman, 1981) insiste aussi sur cet optimisme initial et sa diffusion rapide. Toutefois, il souligne qu'aujourd'hui les économistes du développement connaissent mieux la complexité des processus économiques ainsi que les insuffisances de modèles simples à interpréter, et plus encore la difficulté pour en dégager des règles de conduite. Les réflexions de Bhagwati et de Hirschman, bien que différentes, semblent converger sur la nécessité d'une "reformulation" de l'économie du développement sur des bases théoriques et empiriques plus solides, en partant de l'évidence que le développement est un processus complexe et que la diminution de la pauvreté, notre objectif central, est encore plus ardue (Bhagwati, 1985).

Les éléments incontestés, qui dominent le débat théorique sur l'économie du développement dans les dix dernières années sont toutefois ceux avancés par les économistes qui défendent la "contre-révolution" néo-classique (Harry Johnson, 1971, 1971a et 1978 ; Peter Bauer, 1972 ; Deepal Lal, 1983 ; Ian Little, 1982 ; Bela Belassa, 1982). Au centre de leur analyse, il y a l'héritage keynésien sur l'économie du développement, les théories

1. Pour une revue exhaustive des thèmes et des approches de l'économie du développement, cf. les travaux de Nicolas Stern (1989).

2. Dans les années 1980, de nombreuses contributions apportent des évaluations sur l'économie du développement (cf. Bhagwati, 1988 ; Hirschman, 1981 ; Lewis, 1984 ; Hill, 1986).

3. Il existe quelques exceptions parmi lesquelles le même Bhagwati qui intitule le premier chapitre de "Economics of Underdeveloped Countries", en 1986, "Pauvreté et distribution du revenu".

néo-keynésiennes et structuralistes et leurs implications en termes de politiques du développement, enfin la planification économique. La "contre-révolution" a fait ses premiers pas au début des années 1970 avec Harry Johnson (1971) et Bauer (1972), mais s'affirme pleinement seulement dans la première moitié des années 1980.

L'objectif de la critique de Johnson est la pensée de Keynes et l'influence qu'elle a exercée sur l'économie du développement et sur les stratégies mises en œuvre par les gouvernants (Toye, 1987). En particulier, ces stratégies révéleraient un manque de confiance des hommes politiques dans l'efficacité du capitalisme, le même que la théorie de Keynes aurait suscité dans les pays développés. Ce manque de confiance serait à la source d'erreurs ultérieures : le choix de l'industrialisation et de l'autosuffisance comme objectifs de la politique du développement, et celui de la planification comme instrument principal de la politique de développement. La protection de l'industrie nationale, l'extension de l'usage des contrôles administratifs sur le commerce, sur les salaires et sur les prix, et les interventions tendant à réduire les différences de revenus, sont considérées comme étant à l'origine des multiples échecs politiques et économiques des PVD ces dernières années.

Même ici, au centre de l'analyse, on mesure les schématismes excessifs et les carences du modèle de Harrod-Domar, sachant que c'est à travers ce modèle que les concepts de l'économie keynésienne ont été transmis aux économistes du développement. En synthétisant au maximum, les points essentiels de la critique de Johnson à ce modèle sont :

a- l'importance excessive accordée à la fonction de formation de capital fixe dans le processus de développement ;

b- le peu de considération que le modèle attribue au rôle du progrès technique ;

c- le problème des incitations au secteur des entreprises et aux fonctions qu'elles assument.

Au cœur des critiques sur les effets négatifs exercés par la pensée économique keynésienne sur la théorie et sur la pratique du développement des pays du tiers-monde, on peut associer les voix des économistes qui se réclament de l'école structuraliste qui, dans l'économie du développement, apparaissait la plus liée à l'héritage keynésien.

L'affirmation à la base de la construction de l'analyse structuraliste est que, dans les pays en voie de développement, il n'existe pas de marché et qu'il faut en tenir compte dans l'analyse du sous-développement. L'approche structuraliste insiste sur le rôle des variables structurelles, des déséquilibres sectoriels et de l'emploi qui caractérisent, dans un processus de "causalité cumulative", selon Gunnar Myrdal, le fonctionnement des systèmes économiques du tiers-monde. Les principales variables explicatives de ce processus sont la structure de

la demande et de l'offre, la technologie inappropriée, la pression démographique, les conflits d'intérêts entre les groupes sociaux et, enfin, les déséquilibres dans l'exercice du pouvoir, aussi bien national qu'international. Pour promouvoir le développement dans ce scénario, il faut associer la méthode de la programmation économique à une modification profonde du cadre économique structurel et institutionnel, national et international.

A la charnière des années 1970 et 1980, Seers, qui est, avec Myrdal, un des auteurs les plus représentatifs de la tradition structuraliste post-keynésienne, tente d'isoler l'optique structuraliste des vestiges de la pensée keynésienne, en critiquant l'héritage de Keynes par rapport aux points suivants (Toye, 1987) :

a- l'application du modèle de développement économique de Harrod-Domar. Seers, en particulier, en procédant parallèlement aux économistes de l'école néo-classique, relève l'importance exagérée attribuée à la formation de capital physique au détriment de la formation du capital humain, l'instabilité empirique des rapports croissants entre le capital et la production et l'exclusion du modèle de la variable "progrès technique" ;

b- le système des procédures de comptabilité nationale imposées sur la base d'agrégats macro-économiques (consommation, investissement, exportations, importations) qui ne réussissent pas à mettre en lumière les déséquilibres internes de la structure économique des pays en voie de développement ;

c- l'internationalisme propre à l'héritage keynésien qui conduit à sous-évaluer l'importance des programmes de développement à caractère national (4).

Hirschman (1981) propose une lecture assez articulée et intéressante du rapport entre Keynes et l'approche structuraliste de l'économie du développement ; il partage cependant quelques-unes des obsessions de Seers, voyant dans le modèle keynésien le dépassement de l'idée d'un modèle économique universel, rendant possible une économie structuraliste du développement. En effet, c'est grâce à l'économie keynésienne que prend corps "l'idée qu'il existe deux types de science économique : l'une qui s'applique au "cas spécial" du plein-emploi et une autre, assez différente, qui s'affirme quand il y a des ressources humaines et matérielles non utilisées" (Hirschman, 1981). C'est le système structural, combiné au manque de ressources des entreprises privées et à un niveau d'épargne insuffisant qui a conduit à justifier l'intervention du secteur public.

En réalité, comme Hirschman le note, les éléments qui ont miné la confiance des économistes du développement à la fin des années 1960 et dans les années 1970, sont recherchés, non plus dans l'impossibilité d'une réconciliation entre l'approche internationaliste et le structuralisme comme Seers l'a trop rapidement avancé, mais dans la série des "désastres" politiques (guerre civile au Nigéria, diffusion des régimes autoritaires en Amérique latine et en Afrique, etc.) qui font suite à des phases de

4. Les principaux tenants de l'école structuraliste, parmi lesquels Seers, se déclarent partisans convaincus de politiques nationales, développant par là

une ligne de pensée assez proche de celle des économistes nationalistes tels que Friedric List.

succès relatif sur le front du développement et qui remettent en discussion l'idée d'une étroite symbiose entre la croissance économique et le progrès politique. Ces éléments mettraient en lumière la vulnérabilité d'un développement technocratique, indépendamment de son implication nationaliste ou internationaliste.

Dans la seconde moitié des années 1980, John Toye (1987) intervient dans le débat sur la "responsabilité" du système keynésien concernant la théorie et la pratique de l'économie du développement. Dans sa contre-offensive en faveur de Keynes, l'auteur, s'appuyant sur une analyse très documentée, démontre comment, en réalité, les critiques de Johnson sur la pensée keynésienne s'expliqueraient par une erreur d'interprétation concernant le modèle de Harrod-Domar qui ne s'applique pas mécaniquement à l'appareil conceptuel de Keynes.

Pendant la première moitié des années 1980, parallèlement à l'orientation politique conservatrice dans beaucoup de pays occidentaux, les économistes partisans de l'orthodoxie néo-classique de l'économie du développement apportent des théories et des recettes de développement qui sont prises en compte au niveau des cercles académiques et gouvernementaux, pas seulement dans l'orientation politique, mais aussi au niveau de la recherche dans les principaux organismes internationaux. La "contre-révolution" dans la théorie et la pratique du développement, en tant que nouveau courant de pensée, développe pleinement les critiques de Johnson et indique trois éléments à modifier en priorité pour résoudre les problèmes d'un développement inadapté :

- l'emprise excessive du secteur public ;
- l'importance exagérée accordée à la formation de capital physique au détriment de l'accroissement du capital humain ;
- et la prolifération de contrôles économiques aux effets pervers.

LES NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DE L'APPROCHE MARXISTE APPLIQUÉE A L'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT

Dans les années 1980, le procès en révision des idées sur l'économie du développement s'est aussi manifesté dans le cadre des analyses qui se réclament de l'école de pensée marxiste. C'est Bill Warren (1980) en particulier, qui relance une discussion jusqu'alors au point mort, et dégage dans le même temps les prémisses d'une confrontation avec les autres écoles de pensée.

Warren défend les thèses originaires de Marx sur le décentrement du système capitaliste à la périphérie comme le résultat d'un processus historique inévitable, contre l'interprétation dominante néo-marxiste selon laquelle l'impérialisme empêche le développement d'un capitalisme local. En effet, l'approche néo-marxiste, qui s'était développée sur les vestiges de l'analyse de Lénine sur l'impérialisme, avait exprimé deux positions désormais largement consolidées :

a- l'indépendance politique est insignifiante dans la poursuite du développement tant qu'elle n'est pas en me-

sure, par elle-même, de menacer les relations consolidées de frustration et de domination ;

b- les intérêts des pays impérialistes sont directement liés au maintien d'une condition de sous-développement dans le reste du monde.

Contrastant avec ces deux positions, Warren soutient la thèse selon laquelle l'indépendance politique a rendu possible un développement industriel qui casse le monopole du pouvoir colonial et qui crée les conditions de base dans lesquelles les pays du tiers-monde peuvent exploiter les rivalités existant dans le bloc impérialiste et dans le contexte Est-Ouest.

En d'autres termes, on est en présence d'une relecture de la théorie du sous-développement démarquée de cette forme de politique "tiers-mondiste" à laquelle elle était reliée depuis le début avec les travaux de Baran, Sweezy, Samir Amin et Gunder Frank. Ce n'est pas un hasard si le point central de l'analyse des auteurs, qui se réclament du schéma marxiste, est fourni pas les rapports entre les pays riches et les pays pauvres, ou entre le "centre" et la "périphérie", comme dans la terminologie des théoriciens de la dépendance ; ces rapports sont considérés comme le point principal des contradictions du capitalisme.

L'analyse marxiste et néo-marxiste développe, autour du thème général de l'existence d'un "capitalisme dépendant" et de la possibilité qu'il a d'être un "facteur de développement", une analyse très articulée sur le rapport entre les classes bourgeoises et l'Etat et sur les autres caractéristiques typiques d'une "condition périphérique". Toutefois, dans le cadre plus général du débat sur les problèmes du sous-développement dans cette dernière décennie, l'approche marxiste, malgré la vivacité du dialogue interne, apparaît moins intéressée par une confrontation dialectique avec les autres paradigmes, et en particulier avec le paradigme néo-classique.

Il nous semble intéressant de souligner comment, dans la littérature économique de ces dernières années, l'absence du paradigme néo-marxiste dans la dialectique a été l'objet de deux interprétations différentes, toutes deux pas vraiment désintéressées. La première se retrouve dans l'analyse de Toye (1987) : c'est un acte d'accusation de collusion, quoique inconsciente, entre l'approche marxiste et la contre-révolution, guidée par la faiblesse d'analyse des deux approches. La seconde interprétation nous est proposée par Bardhan qui y voit les prémisses pour un développement selon des courants éclectiques. Un tel renouvellement serait déjà explicite soit dans quelques modèles néo-classiques dans lesquels on reconnaît le rôle crucial de la structure socio-économique et des rapports de propriété dans l'efficacité de l'allocation des ressources, soit dans l'analyse des économistes marxistes -que l'auteur définit comme "rational-choice-marxists"- là où ils adoptent une approche micro-économique pour l'analyse des classes en utilisant l'arsenal du comportement individuel et, plus généralement, en recourant aux techniques de la théorie des jeux pour analyser les interactions sociales et les changements historiques dans des situations caractérisées par des conflits d'intérêts.

Les deux auteurs cités ci-dessus partent du présupposé que l'approche marxiste possède quelques atouts méthodologiques qui peuvent jouer un rôle assez important dans l'analyse économique du développement, à savoir le sens de l'histoire issu de l'approche marxiste (Bardhan, 1988) et l'emploi de la méthode dialectique dans l'interprétation du développement capitaliste (Toye, 1987). Dans le même temps, les deux auteurs s'accordent pour reconnaître la faiblesse de l'analyse marxiste et néo-marxiste, tant sur le plan de l'interprétation que sur le plan normatif.

Pour Toye, aucune des faiblesses initiales de l'analyse marxiste et aucun de ses développements plus récents n'ont été une concession inattendue à la "contre-révolution" néo-classique. En particulier, cette dernière provient, d'une part, de l'abandon de la méthode dialectique tel qu'on le trouve dans les travaux de Warren concernant le processus progressif de l'industrialisation des zones périphériques comme caractéristique du développement capitaliste ; d'autre part, d'une image généralement statique et "économisciste" de l'Etat qui pousse à admettre que "les politiques de développement proposées par les économistes de la contre-révolution néo-classique sont correctes", même si cette vision-là conduit à nier la possibilité de leur application. En effet, cette vision part de l'idée que les dynamiques de l'Etat bourgeois seraient "auto-stabilisantes", idée empirique mais non prouvée.

VERS UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

Comme nous l'avons vu, les années 1980 sont celles qui ont montré, y compris sur le plan de l'analyse théorique, d'un côté, la faillite de nombreux modèles de développement considérés comme susceptibles de résoudre les problèmes de la croissance des pays du tiers-monde. Elles se distinguent, de l'autre, comme les années de la réflexion sur le sens à donner à l'économie du développement, aux méthodes qu'elle a utilisées, aux supports théoriques sur lesquels elle s'est appuyée dans le temps. L'accent peut être mis non seulement sur les problèmes de la croissance mais aussi sur les différences entre pays développés et pays du tiers-monde. Cette réflexion met aussi en évidence l'augmentation des disparités entre les pays en voie de développement : certains pays ont progressé plus vite que d'autres sans entraîner pour autant une réduction sensible des différences de croissance par rapport au monde développé.

Sur le plan théorique, l'économie du développement à la fin des années 1980 est influencée par les mutations observées dans les axes de recherche, tant au niveau macro-économique que micro-économique. En particulier, le débat macro-économique au cours des vingt dernières années s'est caractérisé par des développements

importants des théories de l'incertitude et de l'information. Dans cet environnement, le postulat de l'information asymétrique a, plus que d'autres, permis de discuter le paradigme walrasien traditionnel. Il a initié un courant d'analyses encore fragmentaire mais qui, sûrement, est destiné à occuper une place de choix dans les développements de la science économique. Ces principaux aspects sont la reconnaissance que le système des prix ne transmet pas toutes les informations nécessaires, qu'il existe des interdépendances entre l'offre et la demande et qu'il peut ne pas exister d'équilibre du marché (Grossman et Stiglitz, 1976 et 1984) (5).

Sur le plan de l'économie du développement, de tels changements sont aussi le fruit de l'expérience et des faillites auxquelles les paradigmes théoriques ont dû faire face lors de la confrontation avec les problèmes concrets du développement. La théorie néo-classique conventionnelle, bien qu'acceptée comme paradigme de référence au niveau des centres internationaux les plus influents, ne semble pas en mesure, pas plus en termes positifs qu'en termes normatifs, d'affronter les thématiques propres du développement économique. En effet, dans les zones arriérées, non seulement les hypothèses qui sont à la base du paradigme néo-classique conventionnel ne paraissent pas réalistes, mais de telles hypothèses, même du point de vue théorique, poussent à sous-évaluer l'importance primordiale que jouent l'absence de certains marchés, la formation et le rôle des institutions, notamment de l'Etat, dans les processus de développement.

Le fait de reconnaître l'existence de "faillites" (6) du marché joue un rôle central dans les nouvelles directions de la recherche en économie du développement. L'idée de base est que dans les économies en développement, tous les éléments propres au mauvais fonctionnement du marché sont présents, si bien que certains auteurs en arrivent à mettre en doute la possibilité d'utiliser le terme "marché" dans le sens néo-classique mais seulement comme référence théorique.

Puisque l'objet de l'économie du développement est de repérer les règles qui permettent de provoquer un mouvement de croissance des indicateurs économiques, culturels et sociaux dont la somme peut être appelée "développement", la recherche théorique a pris le temps, au cours de ces dernières années, d'analyser la fonction et l'influence de ce que l'on pourrait appeler "structure" ou "environnement" des variables économiques traditionnelles sur lesquelles se basent les modèles classiques tels que ceux de Harrod, puis Domar.

L'incapacité de la théorie économique à expliquer les retards de développement est à mettre au débit du peu d'importance accordé à la formation et au rôle des institutions -c'est-à-dire l'ensemble des règles sociales, des

5. Pour une étude exhaustive sur le rapport entre l'information et la théorie économique, cf. l'introduction de E. Saltari (1990).

6. Comme on peut l'observer, parmi les faits qui sont à l'origine de la faillite du marché, la littérature économique repère : les marchés monopolistiques ou oligopolistiques ; les relations avec l'extérieur ; les imperfections ou l'inexis-

tence de certains marchés, par exemple le marché du crédit, de l'assurance, les marchés à terme etc. ; l'ajustement lent ou partiel des marchés pour cause d'information imparfaite ou rigide des institutions en charge du marketing ; l'information incomplète ou asymétrique pour ce qui est des prix, des produits et des possibilités de production ; le comportement des individus, non optimum, explicitement ou non.

conventions et des rapports qui caractérisent le cadre structurel à l'intérieur duquel se développent les interactions sociales (Bardhan, 1989).

L'émergence d'institutions nouvelles vient, selon l'optique marxiste, de la tension qui se crée, interprétée par la lutte des classes, à cause du changement dans les forces de production et de leur interaction avec la structure existante des rapports de propriété.

Dans les zones en développement, du fait de l'impossibilité d'observer les hypothèses de base du paradigme néo-classique, du fait de la présence généralisée d'"exceptions" aux règles du marché et par les réponses à de telles exceptions que la société fournit en termes institutionnels, de nombreuses pistes théoriques apparaissent, qui renferment des positions diverses et variées, mais toutes rattachables à une nouvelle approche de l'analyse du développement. Bardhan (1989), dans son livre "The Economic Theory of Agrarian Institutions" repère, sur la base d'une théorie endogène des institutions, une classification possible des nouvelles voies d'analyse qui se développent autour de la théorie des coûts de transaction et de l'analyse des droits de propriété (Coase, Williamson, North), de la théorie de l'information imparfaite (Stiglitz et Akerlof) et des arguments débattus par l'école néo-marxiste.

De telles pistes, même dans le cadre de schémas d'analyse divers, mettent au point une théorie endogène des institutions pour offrir (à l'exception, au moins pour le moment, d'une partie des auteurs néo-marxistes) une base analytique microéconomique à l'étude des changements des événements économiques interprétés en fonction du changement contemporain des institutions. Dans les pays en voie de développement, comme on peut le voir, les agents font leurs choix en fonction d'une information incomplète et imparfaite, d'un déséquilibre de l'information, de coûts de transaction élevés et de l'absence de quelques éléments des marchés. Cela autorise la discussion sur la validité des analyses qui se réclament de l'approche néo-classique à cause de l'impossibilité même d'arriver à déterminer, y compris sur le plan théorique, des fonctions indépendantes d'offre et de demande.

Dans un tel contexte, les institutions se caractérisent comme une réponse aux conditions de l'environnement économique et comme une forme de substitution au manque de certains marchés. Elles seraient donc à l'origine de l'exigence de réduire les risques (élevés) de l'environnement économique, de suppléer à l'impossibilité partielle ou totale d'accéder aux informations, de minimiser les coûts de transaction. La reconnaissance et la prise en considération de ces faillites des marchés à l'intérieur des modèles d'analyse économique proposés par les nouvelles écoles de pensée, outre qu'elles mettent en

doute la possibilité de toujours obtenir un point d'équilibre stable, ont invalidé une des pierres angulaires de la théorie néo-classique conventionnelle constituée par l'indépendance des objectifs d'équité et d'efficacité.

On peut remarquer que la séparabilité présuppose la condition d'une parfaite concurrence, la présence d'un ensemble de marchés et l'accession à l'information parfaite des agents, conditions, qui comme on l'a déjà dit, ne sont pas satisfaites dans les pays en voie de développement. De plus, la présence de coûts de transaction soutenus, qu'ils soient dûs au manque d'information ou à un autre facteur, fait que l'allocation initiale des ressources ne peut pas être déterminée dans des conditions de concurrence (et, de là, répondre au présupposé d'équité), mais dépend directement de l'allocation des droits de propriété et des contrats qui les régissent. Les forces de production, les droits de propriété sur les ressources disponibles et les formes institutionnelles sont donc des variables cruciales dans l'interprétation des mécanismes qui régissent les rapports entre les variables économiques et les agents. Dans ce contexte, les modes de distribution deviennent déterminants par rapport aux caractéristiques du développement entrepris par un pays. L'école de l'information imparfaite (Stiglitz et Akerlof) reconnaît une relation causale entre l'efficacité et la distribution des ressources initiales et admet que les deux concepts ne sont pas séparables dans les pays du tiers-monde.

Les représentants d'une telle école font donc porter la discussion sur la possibilité d'affronter le problème du choix de la combinaison socialement désirable des ressources, sur la base d'un mode de combinaisons qui sont efficaces d'un point de vue parétien (Stiglitz, 1989). Cela parce que, si l'objectif est la croissance du revenu par tête, dans des conditions de non-respect des hypothèses néo-classiques, il est possible qu'une telle croissance soit obtenue à travers une solution "non Pareto-éfficace", qui toutefois permet de réduire l'inégalité dans la distribution des ressources et d'accroître dans le même temps la production du revenu (7).

Les recherches qui ont eu pour objet le rôle des institutions ont tenté d'expliquer pourquoi telles formes existent dans certaines zones et pas dans d'autres. Les contributions les plus récentes sur les "racines" des formes institutionnelles concentrent l'attention sur la définition d'une théorie du développement économique qui "endogénise" le rôle de la dotation culturelle des ressources (cultural endowment) (Ruttan, 1988 et 1989), les décisions de politique économique, les institutions qui concrétisent l'influence des processus historiques sur les événements présents et futurs, l'Etat et son activité.

En particulier, les nouvelles pistes de l'économie du développement tentent d'étudier quelles sont les causes

7. Dans les zones en voie de développement dans lesquelles on a réalisé des interventions de réforme foncière qui ont permis une plus grande accession aux ressources disponibles pour un plus grand nombre d'agents, on a enregistré une croissance des revenus et une distribution plus équitable des revenus. La redistribution de la terre, opérée entre les bénéficiaires de la réforme foncière, réduit la disponibilité des ressources pour le groupe des propriétaires terriens tandis qu'elle l'accroît pour les paysans

bénéficiaires. D'un point de vue parétien, une telle opération, si les conditions de concurrence parfaite étaient respectées, aurait un résultat décevant puis accroîtrait le bien-être de quelques-uns au détriment du bien-être des autres. Toutefois, la confrontation impossible à la concurrence parfaite suggérerait de ne pas adopter comme paramètre de choix l'efficacité parétienne, mais plutôt d'autres critères plus fonctionnels et liés au processus de développement.

d'un changement institutionnel et quelle rationalité régit une forme institutionnelle déterminée. En fait, le changement même est vu "comme le noyau du processus à long terme du développement économique qui fournit le chaînon manquant entre le développement et la croissance" (Nabli et Nugent, 1989).

La richesse et l'intérêt de telles approches s'apprécient en particulier dans l'analyse des institutions agraires des pays en voie de développement. De plus, dans ce cadre, il est sûr que les limites entre les diverses approches et entre la dimension micro et macro économiques des analyses se confondent et donnent naissance à une série de contributions originales et de grande ouverture pour la recherche future dont les attributions, en termes de genèse théorique et de paternité d'école ne sont pas faciles à résoudre.

Les contributions que l'on peut classer dans une catégorie dérivant de l'école néo-classique, selon une schématisation simplifiée, concentrent l'attention sur la dépendance qui existe entre les formes de marché, entre les conditions structurelles qu'elles expriment et les comportements choisis par l'agent économique. Selon ces travaux, l'objectif de maximisation du revenu compatible avec un niveau maximum d'utilité, ne peut être considéré comme l'unique comportement rationnel.

La présence du risque et de l'information imparfaite à laquelle peuvent accéder les agents détermine une mutation dans leurs objectifs ; ils sont influencés par la présence et par l'action d'institutions déterminées, si ce n'est par d'autres éléments. Cela implique que l'on ne peut pas formuler d'hypothèses autour de la rationalité (ou de l'irrationalité) des agents dans les zones arriérées sur la base de la capacité et du temps de réponse de ceux-ci à changer les prix mais qu'il est nécessaire d'évaluer le comportement de l'agent dans le cadre des formes institutionnelles dans lesquelles il agit et des engagements auxquels il est soumis (8).

De nombreuses contributions que Bardhan étiquette sous le vocable de "rational-choice marxism" mettent l'accent sur l'imperfection de marchés du capital et du travail pour expliquer la différence d'accès des individus aux ressources et montrent comment cela serait à l'origine de la formation des classes (Rømer, 1982 ; Eswaran et Kotwal, 1986 et 1989). La stratification de la société en classes, pour les économistes d'obédience marxiste, demeure l'élément à la base du mécanisme de mutation des faits historiques ; pour les auteurs qui se réclament d'autres courants de pensée, la formation et la stratification des classes reflètent l'expression du pouvoir de négociation, ou bien l'appartenance à des groupes qui expriment des choix collectifs définis sur la base du comportement coopératif ou non des groupes en présence.

8. On rapporte l'exemple de certaines recherches faites dans des villages sahéliens, qui ont montré que le paysan définit sa fonction d'optimisation de l'usage de ses ressources en posant comme objectif l'obtention et le maintien de la sécurité alimentaire pour un nombre d'années suffisant pour permettre de résorber, à l'intérieur de l'unité de production, les éventuelles disettes ou les mauvaises récoltes. Dans de telles conditions, une variation (augmentation) des prix n'amène pas le paysan à réduire le volume des céréales stoc-

Dans l'analyse de la formation des classes dans les zones agricoles arriérées, et dans l'étude des effets de la distribution différente des ressources, les terrains qui sont typiques des paradigmes structuralistes et marxistes, on suit une approche à caractère microéconomique. Une instrumentation de ce type se retrouve par exemple chez les auteurs tels que Eswaran et Kotwal, Bardhan, Srinivasan et Biswanger. Dans la démarche de ces auteurs, on met en évidence un lien toujours plus étroit entre la modélisation microéconomique et l'individualisation des variables-clé de la politique économique par rapport, non plus au seul critère d'efficacité, mais aussi à celui de la distribution équitable des ressources et de la satisfaction des taux de croissance du revenu et du développement posés comme objectifs. Ainsi, pendant que la théorie néo-classique s'occupait à définir les conditions et solutions nécessaires à l'équilibre des marchés des capitaux, du travail et des produits, les nouvelles approches définissent les objectifs susceptibles de tenir compte de la présence possible d'équilibres en cas de sous-emploi des facteurs et des formes de monopole dans la gestion des marchés.

On observe que la littérature agro-économique a pu mettre au point des modèles explicatifs du rôle des institutions, des formes contractuelles et des problèmes d'information qui caractérisent le secteur agricole dans les pays en voie de développement, en tentant d'inclure dans ces modèles la présence et la persistance d'événements économiques difficilement interprétables avec les catégories et les instruments théoriques traditionnels.

Dans cette optique des phénomènes tels que l'interconnexion des marchés et les formes contractuelles et institutionnelles sont la résultante de l'absence des marchés du crédit, de l'assurance et des marchés à terme ; et ils se comportent comme des formes de compensation consécutives à une distribution non équitable des ressources initiales (Bardhan, 1980, 1989a et 1989b).

Les nouvelles contributions ouvrent ainsi la voie à une "interconnexion" bien plus importante entre les analyses macroéconomiques et microéconomiques. Contrairement à ce qu'affirment certains tenants de la contre-révolution, l'accent mis sur les micro-fondements des variables-clé de la théorie structuraliste et néo-marxiste et la progression des nouvelles approches à caractère éclectique renversent des problématiques certainement pas neuves, mais sûrement oubliées depuis longtemps, telles que la distribution du revenu et des ressources et les effets qu'elle a sur la croissance et sur le développement. Dans cette acquisition, on voit arriver une réponse méthodologique et théorique assez efficace au problème dominant des années 1980.

La réévaluation de ces variables-clé de l'analyse structuraliste et marxiste et la reconnaissance de la faillite des

kées s'il est à peine suffisant pour garantir l'objectif d'autosuffisance alimentaire ; de la sorte, un bas niveau des prix des céréales ne réduirait pas les quantités offertes sur les quelques marchés locaux en attendant que les prix augmentent. Dans ce cas, en effet, l'offre sur le marché est fonction de l'obtention d'une certaine quantité de monnaie nécessaire à l'acquisition d'input (matières premières) ; un tel objectif se substitue à la maximisation du revenu par la vente de la production.

automatismes du marché réclament une attention accrue sur le rôle de l'Etat et des institutions.

Si les institutions peuvent être interprétées, dans leurs formes variées, comme l'expression du pouvoir de chaque classe ou groupe d'intérêt, la méthode historique propre à l'analyse marxiste peut constituer aussi pour différentes écoles de pensée un point de référence pour leurs analyses.

Après tout, cette affirmation ne semble pas si traumatisante, contrairement à ce que les théoriciens de la "contre-révolution" néo-classique donnent à penser. Les théoriciens de la nouvelle économie néo-classique, reconnaissant que l'équilibre du marché peut être "non-Pareto-efficace", admettent que l'efficacité dans l'allocation des ressources peut ne pas se manifester à travers des mécanismes appelés "décentralisateurs" (ou de marché) et cela remet en valeur le rôle de l'Etat. Toutefois, le manque ou les asymétries dans l'information révèlent aussi des faiblesses au niveau de l'Etat (Stiglitz, 1988). Un tel dilemme ne devrait pas entraîner la science économique à se réfugier dans une position agnostique ; mais au contraire, surtout dans les phases initiales du développement, à mieux évaluer les modalités à travers lesquelles l'intervention centralisée et planifiée peut éliminer les imperfections du marché à l'origine du sous-développement (9).

En réalité, le rôle et l'importance de l'Etat ne semblent pas se poser seulement par rapport aux imperfections du marché, mais s'étendent aussi aux relations politiques et institutionnelles qu'ils engendrent. Par exemple, A. de Janvry et Sadoulet (1989) démontrent comment, en Amérique latine, la symbiose a été étroite entre les initia-

tives de réforme agraire et la création de nouveaux sujets politiques en mesure de maintenir les "imperfections" et d'assurer aux propriétaires fonciers un pouvoir politique et économique sur l'Etat afin de rendre impossible toute tentative ultérieure de réforme au bénéfice des petits producteurs.

Le vrai dilemme de la théorie du développement se pose donc entre une réédition des paradigmes traditionnels dont on reconnaît pourtant l'inadéquation face aux "faillites" du marché et de l'Etat, et les approches éclectiques et pragmatiques qui différencient les modèles d'analyse par rapport au thème spécifique. Ces derniers trouveraient, en effet, une justification de méthode dans les divergences de plus en plus réduites qui caractérisent le problème des écoles d'appartenances diverses (Srinivasan, 1988).

Sur le fond de ces développements affleure la conscience que, désormais, la réalité des pays du tiers-monde est hautement différenciée en termes de niveau et de dynamiques démographiques, de capacité de pénétration des marchés et de production de technologie.

Les nouvelles approches, face à cette réalité toujours plus différenciée, ont préparé une grande "capacité modélisatrice" qui inclut au fur et à mesure les exceptions ou les imperfections que l'on peut observer. En ce sens, l'économie du développement renonce à la tentation d'offrir une "théorie générale" pour acquérir, même dans la fragmentation des modèles, une valeur interprétative majeure, non pas normative, mais en relation avec les spécificités locales.

BIBLIOGRAPHIE

BALASSA B. (1982). - **Development Strategies in Semi-Industrial Countries**. John Hopkins University Press, Baltimore.

BARDHAN P.K. (1980). - Interlocking Factor Market and Agrarian Development : a Review of Issues. **Oxford Economic Papers**, vol. 32.

(1988). - Alternative Approaches to Development Economics. H. Chenery and T.N. Srinivasan (Edited by). **Handbook of Development Economics**, Elsevier Science Publishers B. V.

(1989). - Alternative Approaches to the theory of Institutions in Economic Development. In **The Economic theory of Agrarian Institutions**. P. Bardhan (Edit.), Clarendon Press Oxford.

(1989). - A note on interlinked rural economic arrangements. In P. Bardhan, op. cité.

BHAGWATI J.N. (1985). - Development Theory and Strategy. In **Essays in Development Economics**, vol. 1, Basil Blackwell.

(1985). - **Wealth and Poverty**. Basil Blackwell, Oxford.

ESWARAN M. and KOTWAL A. (1986). - Acces to capital and agrarian production organization. In **Economic Journal**, n° 96.

(1989). - Credit and Agrarian Class Formation. In Bardhan, op. cité.

HIRSCHMAN A.O. (1981). - **Essays in Trespassing : Economics to Politics and Beyond**. Cambridge University Press.

(1982). - **Shifting Involvements** : Private interests and Public Action. Martin Robertson, Oxford.

(1982 a). - Rival Interpretation of market Society : Civilizing, Destructive or Feeble ? **Journal of Economic Literature**.

JOHNSON H.G. (1971). - The Keynesian Revolution and the Monetarist Counter-Revolution. **American Economic Review**, 61.

(1971 a). - A word to the Third World : a Western Economist's Frank Advice. **Encounter**, 37.

JOHNSON E.S. and JOHNSON H.G. (1978). - **The Shadow of Keynes** : Understanding Keynes, Cambridge and Keynesian Economics. Basil Blackwell, Oxford.

LAL D. (1983). - **The poverty of "Development Economics"**. Institute of Economic Affairs, Hobart, Paperback, London.

LEWIS W.A. (1954). - Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. **The Manchester School**, 22, 2.

(1984). - The State of Development Theory. In **The American Economic Review**.

9. Par rapport à cela, on cite l'exemple des pays de l'Est asiatique et en particulier des "quatre dragons". Les modèles de développement de ces pays ont souvent été pris en exemple par les auteurs de la contre-révolution comme preuve du succès des politiques libérales et antidirigistes que ces auteurs soutiennent. Toutefois, comme l'observent Stiglitz et Bardhan, même si cette

observation se révèle vraie au niveau de la politique commerciale extérieure, elle ne s'applique pas aux politiques intérieures. En effet, ces dernières sont le résultat de plans d'intervention minutieux et détaillés, décidés au niveau central et destinés à orienter les processus de production et à influencer efficacement sur les variations macroéconomiques.

LEWIS J.P. and KALLAB V. (Eds). - **Development Strategies Reconsidered**. Transaction Book, New Brunswick N.J.

LITTLE I.M.D. (1982). - **Economic Development : Theory, Policies and International Relation**. Basic Book, New York.

NABLI M.K. and NUGENT J.B. (1989). - The New Institutional Economics and its Applicability to Development. **World Development**, 17, 9, 1989.

NURKSE R. (1953). - **Problems and Capital Formation in Underdeveloped Countries**. Blackwell, Oxford.

ROEMER J. (1982). - **A General Theory of Exploitation and Class**. Cambridge, Mass., Harvard University Press.

ROSTOW W.W. (1970). - **Politics and the Stages of Growth**. Cambridge University Press.

RUTTAN V. (1988). - Cultural Endowments and Economic Development : what can we learn from anthropology ? In **Economic Development and Cultural Change**.

SALTARY E. (1990). - Introduzione. In Saltari (Ed.) **Informazione e teoria economica**. Il Mulino, Bologna.

SEER D. (1979). - Introduction : The Congruence of Marxism and other Neo-classical Doctrines. In Hill K.Q. (Ed.) **Toward a New Strategy for Development a Tokyo Chapel Colloquium**. Pergamon, New York and Oxford.

(1979 b). - The Birth, Life and Death of Development Economics (Revisiting a Manchester Conference, **Development and Change**, 10 (4).

(1983). - **The Political Economy of Nationalism**. Oxford University Press, Oxford.

SRINIVASAN T.N. (1988). - Introduction. A Chenery e Srinivasan, cit.

STERN N. (1989). - **The Economics of Development : a Survey**. The Economic Journal, 99.

STIGLITZ J.E. (1988). - Economic Organization, information and development. In **Chenery and Srinivasan**, cit.

(1989). - Rational Peasants, efficient Institutions and the Theory of Rural Organization. Methodological remarks for Development Economics. In **Bardhan**, cit.

TOYE J. (1985). - **Dirigisme and Development Economics**. **Cambridge Journal of Economics**, 9 (1).

(1987). - **Dilemmas of Development**. Basil Blackwell, Oxford.

WARREN B. (1979). - The Postwar Economic Experience of the Third World. In Hill K.Q. (Ed.) **Toward a new Strategy for Development**. Pergamon N.Y. and Oxford.

(1980). - **Imperialism : Pioneer of Capitalism** (Edited by John Scudder). NLB and Verso, London.